

Fiche de poste

AGENCE DU TRAVAIL D'INTERET GENERAL ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES PLACEES SOUS MAIN DE JUSTICE

Référence :	2023 – 10 – OB
Intitulé du poste :	Technicien Infrastructure Bâtiment et Méthodiste Industrialisation (H/F)
Corps concernés :	Technicien et agent non titulaire de catégorie B
Affectation :	Ministère de la Justice Agence du Travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des Personnes placées sous main de justice (ATIGIP) Service de l'emploi pénitentiaire
Localisation :	Service organisation industrielle – 11 rue Louisa Paulin – 19015 TULLE
Poste profilé :	OUI – PV
Groupe RIFSEEP :	Sans objet

I. Missions et organisation de l'Agence :

Le service à compétence nationale dénommé « Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous-main de justice » rattaché au garde des sceaux, ministre de la justice et, pour sa gestion administrative et financière, à la direction de l'administration pénitentiaire, a pour mission de développer le travail d'intérêt général ainsi que la formation professionnelle, le travail et l'insertion professionnelle et par l'activité économique pour les personnes placées sous-main de justice (PPSMJ), en particulier dans les établissements pénitentiaires.

À cet effet, l'ATIGIP est chargée :

- de proposer au garde des sceaux, ministre de la justice, en lien avec les autres ministères concernés, et notamment le ministère du travail, une stratégie nationale du travail d'intérêt général, de l'emploi pénitentiaire et de l'insertion professionnelle et par l'activité économique ;
- de rechercher des structures susceptibles d'accueillir des postes de travail d'intérêt général ainsi que des types d'activités ou de fonctions pour ces postes ; de rechercher des partenaires pour développer la formation professionnelle, le travail et l'insertion professionnelle et par l'activité économique des personnes placées sous-main de justice ;
- de coordonner avec les ministères concernés, la mise en œuvre opérationnelle des offres d'activité par les structures partenaires et d'y associer les collectivités territoriales ;
- d'administrer une plate-forme numérique au soutien de ses missions, permettant notamment de recenser et de localiser les offres d'activité ;
- en complément du travail en concession et au service général, d'assurer la gestion en régie de l'emploi dans les établissements pénitentiaires et d'organiser la commercialisation des biens et services produits par les détenus ; à ce titre, elle est chargée de gérer le compte de commerce intitulé « Régie industrielle des établissements pénitentiaires » ;
- d'animer un réseau de partenaires publics et privés sur le territoire ;
- d'assurer la promotion du travail d'intérêt général et de l'emploi pénitentiaire pour les majeurs et les mineurs, d'établir des statistiques et d'évaluer la mise œuvre de ces dispositifs ;
- de proposer au garde des sceaux, ministre de la justice les évolutions législatives et réglementaires pour faciliter la mise en œuvre opérationnelle des offres d'activité par les structures partenaires.

II. Missions et organisation du service :

Le service de l'emploi pénitentiaire est un des services de l'ATIGIP. Il est en charge de l'emploi pénitentiaire en régie et à ce titre assure la gestion technique, commerciale, administrative et financière de ses ateliers de production implantés principalement dans des établissements pour peines. Il est doté des moyens structurels et fonctionnels permettant de développer le travail pénitentiaire.

Le service de l'emploi pénitentiaire représente 53 ateliers implantés dans une vingtaine d'établissements pénitentiaires, dans divers secteurs d'activités : confection - menuiserie boissellerie - métallerie - mécanique générale - imprimerie - informatique - traitement du son et de l'image - travail à façon - reliure - cuir - exploitation agricole. 1 200 détenus y sont employés et encadrés par 160 personnels de l'administration, appuyé par 60 personnels à Tulle (19). En 2021, le service de l'emploi pénitentiaire a réalisé un chiffre d'affaires de 30 M €.

Pour plus d'informations : <http://tig-insertion-pro.fr/> - <http://www.sep.justice.gouv.fr/>

III. Description du poste :

Placé sous l'autorité du responsable du service organisation industrielle, le Responsable QSE assure les missions suivantes :

Missions « Infrastructure et Bâtiment » :

- Elaborer des projets d'ouvrage et de construction et étudier les procédés techniques, les modes constructifs, les coûts
- Analyser/récupérer les plans de la structure d'un bâtiment ou d'un terrain
- Etudier les faisabilités
- Etablir un cahier des charges
- Effectuer une vérification normative et technique
- Réaliser un plan de construction
- Accompagner et valider les ateliers dans l'élaboration des Demandes d'Investissement via le logiciel SIS MARCHE et le service QHSE
- Dessiner les plans électrique, pneumatique, hydraulique, implantation des machines, bureau dans SketchUp

Missions « Méthodiste Industrialisation » :

- Etudier les conditions de fabrication existantes
- Analyser les besoins (techniques, humains, financiers)
- Concevoir et met en pratique des outils de mesure de la performance
- Identifier les dysfonctionnements et imaginer des solutions
- Rédiger des rapports réguliers : observations, préconisations, tableaux de bords
- Mesurer l'impact des nouvelles méthodes, apporter les ajustements nécessaires
- Établir les programmes prévisionnels de production
- Accompagner à la réalisation de préséries et le démarrage de l'industrialisation de produits
- Optimiser l'organisation du travail
- Concevoir et réaliser les outils de mesure de la performance de suivi et d'analyse (tableaux de bord, graphiques...)

IV. Compétences requises – Aptitudes professionnelles requises :

- **Savoir** : Formation niveau BTS/DUT Bâtiment et Travaux publics ou Génie civil et/ou génie mécanique/productique, conception de produits industriels, amélioration des processus industriels ou équivalent,
- **Connaissances** : Environnement professionnel, milieu industriel, BTP, législation de la construction, Maîtrise des logiciels de Conception et Dessin Assistés par Ordinateur (CAO/DAO) et Gestion de Production Assistée Par Ordinateur GPAO, Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement (QHSE)
- **Savoir-faire** : Expérience sur poste similaire, maîtrise des logiciels bureautiques, maîtrise des normes et de la réglementation en vigueur, savoir analyser, savoir assurer une veille juridique et réglementaire, savoir travailler en réseau.
- **Savoir-être** : Rigueur, méthode, adaptabilité, sens du travail en équipe, maîtrise de soi, discernement, sens de l'éthique, sens de l'initiative, bonnes capacités relationnelles, disponibilité, pédagogie, réactivité, polyvalent, sens de l'observation, de l'analyse et de la synthèse.

•
Des formations d'adaptation à l'emploi en fonction des besoins peuvent être envisagées.

V. Caractéristiques administratives du poste :

La personne recrutée a un statut d'agent non titulaire de la fonction publique de l'État pour un contrat de 24 mois avec renouvellement par reconduction expresse.

La rémunération du poste est déterminée selon le profil du candidat et expérience.

La prise de fonction est prévue dès que possible.

Renseignements et candidatures

Sur les aspects techniques du poste :

Monsieur Jean-Michel BAUCHERON

Tél : 05 55 29 53 02

Sur les aspects administratifs du poste :

Service des ressources humaines

Tél : 05 55 29 99 40

Les candidatures (CV et lettre de motivation) sont à adresser par mail ou par courrier à :

Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle des Personnes Placées Sous Main de Justice

Service des ressources humaines

11, rue Louisa Paulin B.P. 534

19015 TULLE CEDEX

recrutement@riep-justice.fr